

.....
COMMUNE DE UTUROA

DELIBERATION N°15 /2023 du 27 février 2023

Relative à l'opération « Aménagement de la route d'accès à la centrale hybride de Uturoa - Tranche 1 ».

Date de convocation :
Le 10 février 2023

Date d'affichage du
compte-rendu de séance :
Le

Nombre de conseillers	
en exercice	: 27
Présents	: 18
Procurations	: 03
Votants	: 21
Pour	: 21
Contre	: 00
Abstention	: 00

La délibération est approuvée
à l'unanimité.

LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE UTUROA

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-sept du mois de février, le conseil municipal dûment convoqué par lettre n°02/MU/CM du 10 février 2023, s'est réuni à la mairie de Uturoa, sous la présidence de M. Matahi BROTHERSON, Maire.

Etaient présents:

M. Matahi BROTHERSON,	Maire
Mme Noéla TIXIER,	2 ^{ème} adjointe au maire
M. Christian HUIOUTU,	3 ^{ème} adjoint au maire
Mme Elisabeth MAHANORA,	4 ^{ème} adjointe au maire
M. Judex TAPUTUARAI,	5 ^{ème} adjoint au maire
Mme Hinarai DEANE,	6 ^{ème} adjointe au maire (<i>prste à partir de 08h41</i>)
Mme Augustine TUUHIA,	8 ^{ème} adjointe au maire
Mme Augustine LEMAIRE,	conseillère municipale
Mme Evangeline SHAM KOUA,	conseillère municipale
M. Pierrot TAMA,	conseiller municipal
M. Edwin TARUOURA,	conseiller municipal
Mme Elisabeth TETUA,	conseillère municipale
M. Camille MOU KAM TSE,	conseiller municipal
Mme Ella NATUA,	conseillère municipale
Mme Louana DIMOS,	conseillère municipale
Mme Sylviane TEROOATEA,	conseillère municipale (<i>prste à partir de 08h41</i>)
M. Marcel UEVA,	conseiller municipal (<i>prst à partir de 08h41</i>)
M. Mihimana ROOPINIA,	conseiller municipal (<i>prst à partir de 09h01, adj3.8</i>)
Mme Rarahu TIATIA,	conseillère municipale

Etaient absents excusés et ayant donné procuration :

M. Johann ROOPINIA, 1^{er} adjoint au Maire, proc. à M. Christian HUIOUTU ; Mme Marie-Line REIATUA, conseillère municipale, proc. à M. Camille MOU KAM TSE ; M. Heiarii ROIHAU, conseiller municipal, proc. à Mme Hinarai DEANE.

Etaient absents sans procuration :

M. Pierre TEROU, 7^{ème} adjoint au Maire ; Mme Doris HART, conseillère municipale ; M. Paul BEAUMONT, conseiller municipal ; M. Ihivai, CHUNG, conseiller municipal ; M. Clément TEREUA-PAOAAFAITE, conseiller municipal.

Le nombre de conseillers municipaux en exercice est de 27 et 15 présents à l'ouverture de cette séance. Le quorum atteint, le Maire déclare la séance ouverte à 08h37.

Le Conseil municipal peut délibérer valablement.



Le conseil municipal nomme à l'unanimité Mme Augustine LEMAIRE et M. Camille MOU KAM TSE, secrétaires de séance.

ACTE RENDU EXECUTOIRE

le **28 FEV. 2023**.....

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire du présent acte, publié/notifié

le**27 FEV. 2023**.....
et télétransmis au service de
l'Etat le**28 FEV. 2023**.....

Le Maire,

Matahi BROTHERSON


- VU la loi organique n°2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie Française, modifiée ;
- VU la loi organique n°2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie Française ;
- VU les lois organiques n°2007-1719 et 2007-1720 du 7 décembre 2007 tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française ;
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales applicable en Polynésie Française ;
- VU la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le Territoire de la Polynésie française ;
- VU les lois n°77-744 du 8 juillet 1977 et 77-1460 du 29 décembre 1977 modifiant le régime communal dans le Territoire de la Polynésie Française promulguées par décret n°80-918 du 13 novembre 1980 ;
- VU le décret n°45-1349 du 18 juin 1945 instituant la Commune de UTUROA, Chef-lieu des Iles-sous-le-vent ;
- VU la loi du Pays n°2010-13 LP/APF du 16 septembre 2010 de la loi du Pays fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;
- VU la délibération n°24/2009 du 31 mars 2009 approuvant le principe de l'opération « Travaux de bétonnage de servitude » ;
- VU l'acte de vente entre les conjoints HUNTER et la commune de Uturoa ;
- VU le dossier technique relatif à l'opération « Aménagement de la voirie d'accès à la centrale hybride de Uturoa – Tranche1 » ;
- VU la lettre n°02/MU/CM du 20 février 2023 portant convocation du Conseil Municipal de la Commune de UTUROA et la note explicative de synthèse ;

Motivations :

L'objectif de l'opération consiste à aménager la route d'accès afin que celle-ci soit praticable et sécurisée tant pour les interventions des services communaux (service de propreté, de l'eau, de l'électricité, services de la police municipale et de secours), que pour les riverains (piétons et véhicules).

A terme, cette voirie servira d'accès au site de la future centrale hybride de la commune.

Considérant le phasage de l'opération en 2 tranches et plus particulièrement les besoins de financement de la Tranche 1 ;

Considérant les dispositifs de financement du Pays ;

OUI l'exposé du Maire ;

Après en avoir délibéré en sa séance du 27 février 2023 ;

- DELIBERE -

Article 1^{er} : Le principe de l'opération « Aménagement de la voirie d'accès à la centrale hybride - Tranche 1 » est approuvé.

Article 2 : Le dossier technique de l'opération est approuvé.


Article 3 : Le plan de financement de l'opération est approuvé ainsi qu'il suit :

	Assiette coût TTC	Taux participation TTC
<i>DDC participation sollicitée</i>	62 653 477	60%
<i>Sous total aides publiques</i>	62 653 477	60%
<i>Commune</i>	41 768 985	40%
COÛT TOTAL	104 422 462	100%

- Article 4** : Le Maire est invité à rechercher toutes sources de financement nécessaires à la réalisation de cette opération, soit auprès de l'Etat, soit auprès de la Polynésie Française, soit auprès de tous autres organismes financiers.
Les subventions obtenues viendront prioritairement en réduction du montant de l'emprunt ou des fonds propres.
- Article 5** : Le Maire est autorisé à signer la (les) convention(s) de financement correspondante(s).
- Article 6** : Le Maire est invité à lancer les procédures de consultations correspondantes auprès des entreprises et à signer les marchés correspondants selon le choix pris par la commission d'ouverture des plis et dans la limite des crédits ouverts.
- Article 7** : Les dépenses correspondantes seront imputables au budget général de la Commune.
- Article 8** : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux (2) mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par application de Télérecours citoyens accessible à partir du site « www.telerecours.fr ».
- Article 9** : Le Maire et le Trésorier des Iles-Sous-Le-Vent sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application de la présente délibération.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre des délibérations.

Le Maire,

Matahi BROTHERSON

